

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 1er août 2017 relative à la création d'une zone de marché unique pour le gaz naturel en France, au 1^{er} novembre 2018

Réponse d'EDF

Le 15 septembre 2017

EDF accueille favorablement la présente consultation publique relative à la création d'une zone de marché unique en France. Cette évolution est l'aboutissement de la réduction du nombre de places de marché en France engagée depuis plusieurs années. Ces fusions successives ont permis de simplifier les obligations contractuelles des fournisseurs et de renforcer la liquidité sur le marché français. La création de la TRF, conjuguée à un alignement des frais d'accès au PEG qu'EDF préconise, devrait accroître encore l'attractivité du marché français.

D'autre part, EDF souligne le travail de concertation important mené par les GRT et loue les efforts des GRT et de la CRE pour avoir mis à disposition des acteurs de marché des outils leur permettant d'entrevoir et d'anticiper les risques de congestions au sein de la futur zone de marché unique.

Les travaux de cette large consultation ont permis de dégager un mécanisme de levée de congestion, le « spread localisé », plébiscité par l'ensemble des acteurs et par EDF. Ce mécanisme doit pouvoir être opérationnel dès l'hiver prochain afin d'offrir aux GRT un levier supplémentaire pour éviter des avis d'instruction opérationnelle comme ce fut le cas lors du dernier hiver.

Pour être un succès, une bonne coopération entre GRTgaz et TIGF pour construire des plannings de travaux avec le minimum d'impact pour les expéditeurs, pour gérer efficacement les congestions en faisant appel si nécessaire à leurs partenaires adjacents, pour adapter les mécanismes en fonction de l'évolution des schémas de flux d'approvisionnement qui pourraient avoir un impact sur le niveau des congestions voire leur sens est primordiale .

Le système d'alerte continue et le suivi du niveau de remplissage des stockages en aval des congestions que les GRT souhaitent mettre en place donneront une visibilité au marché sur les risques d'occurrences d'une congestion. EDF souhaite néanmoins que les scénarios utilisés pour réaliser ces bilans soient discutés en Concertation Gaz afin de représenter des risques avérés.

Cette consultation vient définir le cadre de fonctionnement de la place de marché unique qui sera appliqué lorsque les ouvrages auront été livrés. EDF attend des GRT une communication régulière sur le planning des travaux et les difficultés/avancées notables pouvant influencer sur la date effective mise en service des ouvrages.

EDF se réjouit qu'à date l'objectif de mise en service des ouvrages soit maintenu le 1^{er} novembre 2018.

QUESTIONNAIRE

Question 1 : Etes-vous favorable aux conditions proposées d'utilisation des réseaux dans le cadre de la zone unique ?

EDF est favorable à l'ensemble des conditions proposées d'utilisation des réseaux dans le cadre de la zone unique.

Néanmoins, EDF propose de profiter de la création du PEG pour revoir les frais d'accès à la place de marché TRF. En effet, les frais d'accès actuels aux PEG Nord et Sud, que les GRT proposent de reconduire, sont parmi les plus chers d'Europe et n'ont pas évolué malgré une liquidité qui n'a cessé de s'améliorer. De plus, l'existence de frais proportionnels au volume de transaction n'a pas lieu d'être, ces frais étant égaux à zéro sur TTF et NBP. Ainsi, si les conditions tarifaires actuelles sont reconduites, elles limiteront non seulement la compétitivité de la future TRF par rapport aux autres places d'échanges de gaz en Europe mais constitueront aussi un frein à un accroissement supplémentaire de sa liquidité.

EDF est donc favorable à un réexamen des frais d'accès au PEG pour les aligner sur ceux pratiqués par les autres marchés européens du gaz lors de la mise à jour du tarif ATRT6 applicable au 1^{er} avril 2018. EDF pourra présenter si nécessaire en Concertation Gaz son benchmark et ses propositions d'évolution des frais d'accès au PEG.

Question 2 : Etes-vous favorable aux modalités de répartition du déséquilibre au sein de la TRF, entre les zones d'équilibrage de TIGF et de GRTgaz ?

EDF est favorable aux modalités de répartition du déséquilibre au sein de la TRF, entre les zones d'équilibrage de TIGF et de GRTgaz. Ces mêmes règles ont été appliquées avec succès lors de la création de la TRS.

Question 3 : Etes-vous satisfait de la qualité et des dates de publication des programmes de travaux des GRT ?

EDF est satisfait de la qualité et des dates de publication des programmes de travaux des GRT.

Question 4 : Etes-vous favorable à la règle proposée par GRTgaz de répartition des restrictions mutualisées en amont ou en aval de la congestion ?

EDF est favorable à laisser le maximum de flexibilité aux expéditeurs pour gérer leurs capacités souscrites aux points du réseau (PIR, PITTM, PITS). A ce titre, EDF est favorable au principe de « superpoint » proposé par les GRT pour gérer les restrictions de capacités liées aux travaux et pour le traitement des congestions.

De même, EDF est favorable aux règles de répartition des restrictions mutualisées proposées par GRTgaz sur les « superpoints » en amont ou en aval selon la localisation des travaux et des congestions éventuelles. La règle de répartition doit permettre de minimiser le volume de capacité restreinte aux points d'entrée du gaz sur le réseau français.

EDF est également favorable au suivi des indicateurs proposés par TIGF afin de vérifier que la répartition des restrictions est bien équilibrée. Selon le retour d'expérience qui sera présenté en Concertation Gaz, une modification de la règle de répartition pourrait être proposée afin de limiter le cas échéant l'impact sur la disponibilité du PITS Sud.

Question 5 : Etes-vous favorable à ce qu'aucune restriction mutualisée ne soit appliquée a priori, les jours où les travaux ont un petit impact ?

Question 6 : Etes-vous favorable au seuil de 30 GWh/j au-delà duquel les travaux ne seraient plus traités par des mécanismes de levée des congestions ?

EDF est favorable aux propositions des GRT de ne pas appliquer de restriction mutualisée a priori pour des travaux de maintenance dont l'impact est mineur et de traiter les congestions éventuelles par l'utilisation des mécanismes de levée de congestion. Cependant, EDF n'est pas en mesure de juger le niveau du seuil retenu et partage la proposition de la CRE de présenter en Concertation Gaz un retour d'expérience sur le coût de cette disposition et le seuil de 30 GWh/j afin de réévaluer si nécessaire les modalités de cette disposition.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse des GRT et de la CRE sur le sens le plus probable des congestions au sein de la place de marché unique ?

EDF s'interroge sur les hypothèses retenues pour aboutir à cette conclusion. En effet, l'analyse du sens des congestions devrait s'appuyer sur un ensemble de scénarios d'approvisionnement européen envisageables dans le futur et non pas uniquement sur la base d'historique. L'analyse des GRT se base sur un historique de cinq ans lequel ne reflète pas nécessairement l'origine des approvisionnements dans le futur. En effet, de multiples facteurs (baisse de la demande européenne, croissance de la demande en Asie, prix du pétrole élevés) ont conduit à réduire l'attractivité de l'Europe ces dernières années. Or, la mise en service massive de nombreux de nouveaux projets terminaux de liquéfaction notamment en Australie et aux US devrait très fortement accroître la capacité de production sur le marché du GNL et une surcapacité est attendue dans les prochaines années. Ainsi, les producteurs de GNL pourraient être amenés à écouler une partie de leur production sur les marchés européens et la part du GNL dans l'approvisionnement européen pourrait croître dans les prochaines années. En se reportant au modèle de flux présenté sur le site de la CRE, un schéma avec des volumes de GNL à Fos et Montoir relativement plus importants que ceux observés ces dernières années occasionnent peu de congestions Nord-Sud. Ainsi, compte tenu de ces évolutions possibles, d'autres schémas de flux devraient être examinés par les GRT afin d'évaluer le sens et l'ampleur du risque de congestions.

Par conséquent, EDF suggère un complément d'analyse sur ce point.

Question 8 : Le scénario de référence proposé par les GRT pour dimensionner les mécanismes de levée des congestions vous semble-t-il pertinent ?

Question 9 : Le scénario de flux extrême proposé par les GRT vous semble-t-il pertinent ?

Les scénarios de référence et « crash test » utilisés par les GRT sont très tendus (notamment sur la forte consommation des CCCG et le faible niveau des approvisionnements GNL). En effet, le scénario tendu dit de référence est déjà un cas extrême jamais rencontré. Alors que le volume de GNL s'est réduit en Europe ces dernières années en raison d'une forte appétence des pays asiatiques, le volume de GNL livré en France n'a jamais été inférieur à 6 bcm. Or, dans le scénario de référence, le volume de GNL livré à Fos et Montoir est plus de deux fois inférieur à ce volume alors que dans le même temps, de nombreux terminaux de liquéfaction vont être mis en service.

De même, le scénario extrême, qui prend comme hypothèse l'absence de GNL à Fos et à Montoir durant l'année, semble extrêmement improbable.

Ces scénarios ont certes permis aux GRT de mener leurs études sur les mécanismes de congestion et d'écarter (bien que ces scénarios leur fussent plutôt favorables) certains mécanismes comme le « swap stockage ». Mais EDF juge qu'ils ne peuvent pas être utilisés dans d'autres contextes comme le Winter Outlook, le suivi des niveaux de remplissage des stockages ou pour prendre des décisions d'investissement.

EDF suggère que les scénarios utilisés dans les études et les bilans réalisés par les GRT fassent l'objet d'un travail en Concertation Gaz.

Question 10 : Partagez-vous les conclusions des GRT et de la CRE sur les conditions de remplissage en été des stocks en aval des limites de congestion ?

Les études réalisées par les GRT sur des scénarios très tendus ont montré que les conditions de remplissage étaient améliorées ou équivalentes à celles observées jusqu'à présent. EDF souscrit donc aux conclusions des GRT et de la CRE.

Question 11 : Etes-vous favorable à l'interruption des capacités interruptibles avant le déclenchement de tout autre mécanisme de levée des congestions ayant un coût pour la collectivité ?

Dès lors que des capacités interruptibles ont été vendues, EDF est favorable à l'interruption des capacités interruptibles, dans les conditions contractuellement prévues, avant le déclenchement de tout autre mécanisme de levée des congestions ayant un coût pour la collectivité.

Toutefois, EDF s'interroge s'il n'est pas préférable d'augmenter les capacités fermes allouées et de ne les réduire que si cela s'avère moins cher que les autres offres proposées dans le cadre du mécanisme de spread localisé plutôt que d'allouer apriori des capacités interruptibles à un prix décoté.

Question 12 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser des capacités non-souscrites, lorsqu'une congestion survient qui serait aggravée par l'augmentation des flux aux points concernés ?

EDF est favorable à ne pas commercialiser des capacités non souscrites lorsqu'une congestion survient après 14h en J-1.

Question 13 : Etes-vous favorable aux modalités opérationnelles relatives à l'appel des spreads localisés telles qu'elles sont proposés par les GRT ? Avez-vous des remarques à formuler pour en améliorer l'efficacité ?

EDF est favorable aux modalités opérationnelles relatives à l'appel des spreads localisés telles que proposées par les GRT. Cependant, ces modalités devront être décrites plus en détail (voir question 15).

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les GRT informent les expéditeurs du risque d'atteinte d'une limite dès J-1, et leur donne la possibilité de déposer une offre en même temps que cette notification ? Quel serait le meilleur horaire pour une telle notification ?

Sur le timing d'activation, EDF privilégie un lancement d'A.O dès J-1 dès lors qu'une alerte orange est identifiée pour permettre à un maximum d'acteurs de participer aux A.O.

La notification pourrait intervenir à partir de 14H.

Question 15 : Etes-vous favorable à la participation des CCCG aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

EDF est favorable à la participation des CCCG aux appels d'offre portant sur le spread localisé sous réserve que les réponses apportées aux interrogations ci-dessous assurent que les risques opérationnels et les

éventuelles pénalités qui seraient occasionnés par une interaction entre les systèmes gaz et électricité ne soient pas rédhibitoires pour les acteurs.

Cette participation nécessiterait avant tout une coordination forte des GRT Gaz et de RTE afin que les propriétaires des CCCG ne reçoivent pas d'ordres contradictoires de la part des différents gestionnaires, et EDF demande en conséquence l'ouverture d'une concertation conjointe par les GRT électricité et gaz.

Dans la mesure où la remise d'une offre au GRT Gaz serait de nature à contraindre les possibilités d'ajustement sur le système électrique offertes à RTE, il s'agit de savoir si la CCCG serait considérée comme techniquement indisponible pour RTE (L.321-13 du code de l'énergie), ou bien si une utilisation d'une CCCG par RTE serait de nature à venir mettre la CCCG en défaut sur son offre de spread localisé.

Les contraintes de renomination sur les possibilités de rééquilibrage d'EDF, en cas d'aléa sur son périmètre d'équilibre électricité, devraient être clarifiées et étudiées sur un plan technique comme économique, selon qu'elles portent sur un site, une centrale ou une zone.

L'augmentation ou la réduction de la consommation des CCCG ne devrait pas conduire à des coûts de réseau supplémentaires. La faisabilité technique et opérationnelle devrait être étudiée. Le format des offres (durée de validité d'une offre, possibilité de redéclaration, point de localisation) devrait être précisé, ainsi que les modalités d'accord par RTE pour le dépôt ou l'activation d'une offre de spread localisé (qui doit obtenir l'accord de RTE : le producteur en amont du dépôt des offres spread localisé ou GRTgaz lors de la sélection ?; à quel moment du mécanisme RTE donne-t-il son accord ? sur quelle durée porterait cet accord ou refus ?).

Suite à l'activation de l'offre par GRTgaz, le producteur devrait pouvoir mener un certain nombre d'actions sur le marché de l'électricité et vis-à-vis de RTE (redéclarer le programme d'appel à RTE aux guichets infrajournaliers RTE (délai de neutralisation), adapter en conséquence les offres d'ajustement faites à RTE, compenser la modification de puissance électrique par une action sur le marché de l'électricité ou sur un autre actif de son parc de production).

Enfin, des clarifications en terme de publication Transparence / REMIT sur le marché de l'électricité seraient nécessaires.

Question 16 : Etes-vous favorable à la mise à l'étude de la participation des sites industriels raccordés au réseau de transport aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

EDF est favorable à la mise à l'étude de la participation des sites industriels raccordés au réseau de transport aux appels d'offre portant sur le spread localisés. Ces sites n'étant pas soumis à la publication d'un programme horaire de consommation, les modalités opérationnelles devraient être discutées en Concertation Gaz.

Question 17 : Etes-vous, comme la CRE, défavorable à la participation des opérateurs de stockage aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Dans le cadre législatif et réglementaire actuel, EDF est défavorable à la participation des opérateurs de stockage aux appels d'offres portant sur le spread localisé.

Le projet d'ordonnance visant à réformer l'accès des tiers aux stockages transmis par la DGEC en août 2017 prévoit qu'en cas de souscriptions insuffisantes, les opérateurs de stockage peuvent se voir imposer de constituer les stocks complémentaires sans préciser les modalités de gestion.

Si à terme les opérateurs de stockage détiennent des capacités de stockage et qu'ils sont en mesure de proposer des offres de spread localisé compétitives, EDF serait favorable à leur participation aux appels d'offres spread localisé contribuant ainsi à réduire le coût de levée de la congestion. Les revenus ainsi dégagés viendraient en déduction des coûts supportés par les opérateurs de stockage.

Compte tenu des incertitudes portant sur la réforme ATS, qui n'est aujourd'hui qu'un projet d'ordonnance, EDF ne peut se prononcer de façon définitive sur la participation des opérateurs de stockage aux appels d'offres portant sur le spread localisé.

Question 18 : Etes-vous favorable à la fixation d'un prix plafond ? Si oui, quel niveau considérez-vous comme pertinent ?

EDF comprend l'inquiétude des GRT et de la CRE et leur volonté d'introduire un prix plafond. Celui-ci doit être suffisamment élevé pour inciter les acteurs de marché à participer aux appels d'offre et refléter les tensions sur le réseau.

La fixation de ce prix plafond pourrait se nourrir du retour d'expérience sur les limites de prix d'achat-vente des automates des GRT pour intervenir sur les marchés au titre de leur équilibrage, que la CRE prévoit également d'examiner.

EDF est favorable à ce qu'un retour d'expérience soit présenté en Concertation Gaz lorsque le prix plafond est atteint.

Question 19 : Etes-vous favorable au recours à des spreads localisés pour lever les congestions résiduelles ?

EDF est favorable au recours à des spreads localisés pour lever les congestions résiduelles.

Question 20 : Etes-vous favorable à l'utilisation d'optimisations avec des opérateurs adjacents pour lever certaines congestions ?

EDF est favorable au recours à l'utilisation d'optimisations avec des opérateurs adjacents pour lever certaines congestions dans la mesure où celles-ci sont sans coût pour la collectivité. Si des coûts devaient être engagés, ceux-ci devraient alors être examinés et validés par la CRE.

Par ailleurs, la consultation n'évoque que des accords inter-opérateurs entre GRTgaz et ses opérateurs adjacents. EDF s'interroge donc sur la possibilité pour TIGF de conclure ce même type d'optimisation avec ses partenaires limitrophes.

Question 21 : Etes-vous favorable au recours aux restrictions mutualisées en cas d'échec des autres mécanismes à résorber la congestion ?

En cas d'échec de l'ensemble des mécanismes pour résorber la congestion, EDF est favorable aux restrictions mutualisées comme moyen de dernier recours pour traiter les congestions résiduelles. Le recours aux restrictions mutualisées devrait faire l'objet d'une analyse de la CRE et d'un REX de la part des GRT en Concertation gaz de façon à s'assurer que l'ensemble des mécanismes ont bien été exercés et à reconsidérer le cas échéant le paramétrage et les modalités d'activation (timing, prix plafond) de ces mécanismes de façon à les rendre plus efficaces.

Question 22 : Considérez-vous, comme la CRE, que le swap stockage ne doit pas être retenu à ce stade ?

EDF considère que le swap stockage ne doit pas être retenu comme mécanisme pour traiter les congestions. Le « swap stockage » représente une assurance coûteuse pour un risque d'occurrence faible. La réservation de capacités de stockage dédiées uniquement au traitement d'éventuelles congestions ne permet pas d'optimiser correctement ces capacités.

De plus la réforme ATS que le marché appelle de ses vœux pourrait dynamiser la commercialisation des capacités de stockage. Dans ce cadre, des acteurs de marché pourraient proposer le même service basé sur les stockages via le « spread localisé ».

Question 23 : Considérez-vous, comme la CRE, que le mécanisme de rachat de nomination ne doit pas être retenu à ce stade ?

EDF considère que le mécanisme de rachat de nomination ne doit pas être retenu. Le spread localisé permet d'offrir le même service avec plus de garantie d'efficacité.

Question 24 : Considérez-vous, comme la CRE, que la conversion de capacités fermes en capacités conditionnelles ou point-à-point ne doit pas être retenue ?

Compte tenu des éléments d'analyse fournis par GRTgaz sur ce mécanisme, EDF considère que le mécanisme basé sur la conversion de capacités fermes en capacités conditionnelles ou point-à-point ne doit pas être retenu.

Question 25 : Etes-vous favorable aux mécanismes de levée des congestions envisagés à ce stade par la CRE et leur priorisation ?

EDF est favorable aux mécanismes de levée des congestions et leur priorisation tel que proposés par la CRE.

Question 26 : Etes-vous favorable à la proposition de déroulé des actions en fonction du niveau d'alerte, la veille et le jour-même ?

EDF est globalement favorable au déroulé des actions proposé par les GRT.

Des prévisions météorologiques étant disponibles à 10 jours, EDF préconise d'étendre la prévision J+5 proposée par les GRT à une prévision J+8 de façon à donner une plus grande visibilité au marché et la possibilité de mobiliser certains leviers (par exemple dérouter un bateau GNL).

Question 27 : Etes-vous satisfait du dispositif d'information proposé par les GRT ?

EDF est satisfait du dispositif d'information proposé par la CRE et rejoint son souhait d'une préparation et d'une présentation de plannings coordonnés de maintenance entre les GRT.

EDF rappelle une nouvelle fois l'importance d'une coordination efficace entre les GRT pour un fonctionnement efficace de la TRF.

Question 28 : Etes-vous favorable au suivi du niveau de remplissage des stockages aval au cours de l'hiver ?

EDF est globalement favorable au suivi du niveau de remplissage des stockages tel qu'exposé au 4.5.1.2 avec certaines réserves.

- Le stock de GNL en cuve doit être comptabilisé dans la projection des GRT au même titre que les volumes en stock dans les stockages souterrains.
- Si un programme d'émission GNL est disponible, celui-ci pourra être inclus dans la projection des GRT.
- Les GRT devront préciser la notion d'horizon court terme et long terme.

Enfin le scénario « extrême » envisagé pour le bilan à long terme devrait être défini en Concertation Gaz de façon à refléter un risque avéré pour le réseau (2% ? 5% ?) et de nouveau EDF s'interroge sur la pertinence d'un scénario sans GNL.

Question 29 : Etes-vous favorable aux mécanismes que la CRE propose de retenir et d'étudier ?

Question 30 : Etes-vous favorable aux priorités proposées par la CRE pour y recourir ?

EDF est globalement favorable aux mécanismes et priorités proposés par la CRE, mais considère que le dispositif général devrait être discuté en Concertation Gaz pour en définir les modalités exactes.

Question 31 : Souhaitez-vous, comme la CRE, que l'engagement de flux (flow commitment) soit étudié pour les cas de menace sur la continuité d'acheminement à moyen terme, notamment en raison d'un niveau de remplissage des stockages en aval des congestions trop faible ?

EDF ne pense pas que le mécanisme de flow commitment doive être retenu à ce stade : peu d'acteurs peuvent répondre à ce type d'offre et le spread localisé devrait permettre une fois que le besoin est avéré de résoudre les problèmes de congestion.

Néanmoins, EDF n'est pas opposé à ce que l'engagement de flux soit étudié, afin d'en préciser les conditions d'activation (notamment les scénario(s) pour construire les bilans) et le cadre contractuel.

Question 32 : Etes-vous favorable à la couverture des coûts dans le tarif ATRT6 ?

EDF est favorable à la couverture des coûts dans le tarif ATRT6 mais souhaite cependant une clarification du dispositif lors de la prochaine consultation sur les évolutions du tarif ATRT6 au 1^{er} avril 2018 : quelle trajectoire envisagée, sur la base de quel scénario ? Sur quel(s) terme(s) tarifaire(s) ces coûts seront-ils reportés ?

Question 33 : Dans le cas où un compte de neutralité ad hoc est mis en place, la clé de répartition entre expéditeurs proposée par les GRT vous paraît-elle convenir ?

EDF constate que la clé de répartition ne fait pas l'objet d'un consensus entre les GRT et n'est donc pas en mesure de se positionner.

Question 34 : Etes-vous favorable au recours à l'achat-vente de spread localisés en cas de congestion à l'hiver 2017-2018 ?

EDF est favorable au recours à l'achat-vente de spread localisés en cas de congestion dès l'hiver 2017-2018. Si ce mécanisme avait été disponible l'hiver dernier, les GRT et le marché auraient disposé d'un mécanisme de marché qui aurait sans doute permis de ne pas recourir aux avis d'instruction opérationnelle.

Les GRT devront fournir au plus tôt les modalités opérationnelles et les spécifications de l'offre spread localisé pour cet hiver de façon à permettre aux acteurs de marché souhaitant y participer d'adapter leur SI et de s'organiser pour être en mesure d'y répondre.

Question 35 : Etes-vous favorable à la pérennisation de l'expérimentation portant sur les produits localisés ?

EDF n'est pas favorable à la pérennisation des produits localisés. EDF estime que les GRT devraient maximiser leurs recours à des produits de marché pour régler leurs déséquilibres résiduels, notamment grâce à l'augmentation de la liquidité apportés par la création de la TRF et régler des problèmes localisés grâce au spread localisé.

Question 36 : Etes-vous favorable à l'intégration des prix d'achat-vente de produits localisés dans le prix de règlement des déséquilibres ?

EDF n'est pas favorable à l'intégration des prix d'achat-vente de produits localisés dans le prix de règlement des déséquilibres.

Le spread localisé et le produit localisé étant des mécanismes proches, mais couverts financièrement de façon différente, il est nécessaire de mettre en place un suivi distinct de l'appel à ces mécanismes tant que les deux coexistent.

Question 37 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la fin du dispositif de gaz circulant ?

Compte tenu du constat fait par les GRT et la CRE, EDF ne s'oppose pas à la fin du dispositif de gaz circulant.